



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

09-07-2015

PEUGEOT S'IMPLANTE AU MAROC ET SUREXPLOITE LES SALARIES EN FRANCE

Le 19 juin dernier Peugeot a signé un accord avec le Maroc pour y implanter un centre de production d'ici à 2019.

Il y produira dans un premier temps 90.000 moteurs et véhicules avec comme perspective 200.000 véhicules en 2023.

L'investissement se monte à 557 millions d'euros couvert à 95% par Peugeot, le reste par la Caisse des Dépôts marocaine.

Comme pour Renault, le roi et gouvernement marocain se sont montrés particulièrement généreux pour cette entreprise capitaliste. Le peuple marocain va payer ce cadeau.

L'usine implantée à Kenitra dans une zone franche est dispensée des droits de douane, du paiement d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans (avec un taux avantageux pour construire).

Le gouvernement marocain construit un port en eaux profondes qui sera relié par une voie de chemin de fer à l'usine.

Enfin et ce n'est pas le moindre attrait du royaume avec sa main d'œuvre très bon marché : 1,20 euro de l'heure ! Avec de tels salaires inutiles de faire des investissements coûteux en robots ou autres automates. Une technologie des années 1960 avec des « robots » humains sera bien suffisante. Lorsque l'exploité sera « usé », il sera jeté et un autre viendra le remplacer !

Bien sûr le PDG de Peugeot, C. Tavares, jure que la production de cette usine n'est pas destinée à être réimportée en France et en Europe, mais a pour but de produire pour l'Afrique et le Moyen Orient.

Rappelons que le PDG de Renault, L. Schweitzer avait juré en rachetant l'usine roumaine que jamais une voiture Dacia ne serait vendue en France ou en Europe de l'Ouest. C'est disait – il une voiture pour les pays émergents à faible pouvoir d'achat. Aujourd'hui les profits de Renault sont pour une grande part tirés des voitures fabriquées en Roumanie, à bas coût, tandis que les usines françaises de Renault sont vidées des leurs salariés et que Renault, comme tout le patronat, porte une responsabilité écrasante dans le chômage de masse qui détruit le pays.

De cette affirmation patronale il est possible de tirer deux enseignements :

Ne jamais croire à la parole patronale !

Le succès des ventes de Dacia en France comme dans les pays dit émergents ou la faiblesse du pouvoir d'achat est renforcée par les politiques d'austérité menées depuis des années limite le choix de la voiture et oblige l'acheteur à prendre la moins chère.

Pendant ce temps dans les usines Peugeot Citroën en France.....

Pour investir au Maroc, pour compenser les désastres que représentent les usines Peugeot en Russie et au Brésil ou les ventes s'effondrent, les salariés sont surexploités. Qu'on en juge.

Usine de Mulhouse : le 10 avril la direction annonce qu'il faut produire 11.200 voitures d'ici la mi- juillet sans embauches, pas même d'intérimaires.

Conséquence des heures supplémentaires en masse et permanentes, obligatoires. Samedi matin et dimanche soir, trois jours fériés travaillés, allongement du temps de travail pour l'équipe d'après midi et de nuit tout cela sans majoration de salaires. Les mêmes horaires déments sont prolongés au retour des vacances. Les ouvriers des chaînes y compris les intérimaires présents ont débrayé pour ne pas y laisser leur santé, voire leur vie, pour les seuls profits de Peugeot.

A Rennes : débrayage à 80% des ouvriers postés contre la prétention de la direction de supprimer la prime d'équipe qui représente un mois de salaire sur l'année, avec la volonté patronale de supprimer les cars qui assurent le transport du personnel. Même chose à Sochaux pour le personnel en journée normale qui manifeste contre cette mesure.

Il n'y a pas de petites économies. La Bourse ne se trompe pas sur les profits qui vont être engrangés. L'action Peugeot s'est envolée de 80,5% depuis le début de l'année.

Le capitalisme est toujours le même. Pour lui l'exploitation de l'homme par l'homme est la seule source du profit. Il inflige le plus cruel démenti à tous ceux qui discourent sur le « partage des richesses », la primauté de la « négociation » sur la lutte pour faire reculer cette exploitation.

A Aix en Provence économistes, patrons, ministre discourent sur le travail.

Organiser par le « Cercle des économistes » ce colloque comme tous les autres est avant tout un laboratoire pour envelopper dans un discours technocratique les idées et objectifs du patronat.

Avant sa tenue, le journal « les Echos » a donné la parole à plusieurs d'entre eux.

Le premier, J.H. Lorenzi, souvent présenté comme un des plus grands économistes français écrit sous le titre « *Et si le travail était la solution ?* », après avoir développé un certain nombre de considérations, écrit « *A nos travaux de remettre à plat le marché de l'emploi en France en ne craignant pas d'y inclure les sujets des contrats et du coût du travail* ». Tout est dit dans cette phrase. Ce n'est pas un économiste qui parle mais un porte-parole du patronat.

Y. Algan, prof à Science Po traite pour sa part des « *rigidités françaises sont un frein face à la révolution numérique* ». Il commence par se plaindre en France du « *haut niveau de conflictualité au travail en comparaison avec d'autres pays de l'OCDE* ». En clair que la lutte de classe menée par les travailleurs français pour les salaires et la défense des conquêtes sociales place le capitalisme français en retard par rapport au capitalisme mondial et donc en position d'infériorité dans la concurrence internationale.

Un retard qu'il espère combler grâce à la révolution numérique qu'il définit comme « *une révolution des esprits* ». « Elle demande une révolution des mentalités et ceux qui s'en sortent sont des entreprises ou des groupes extrêmement collaboratifs » C'est la remise au goût du jour de la vieille recette de l'association capital/travail. Comme si la « nouvelle économie » n'était pas une économie capitaliste. Une ficelle un peu grosse.

C. Ghosn, PCG de Renault, déclare sans rire « *Pris dans son ensemble le progrès technologique n'est pas destructeur d'emplois* ». Il a raison. C'est l'utilisation qui est faite de ce progrès. Soit pour soulager la peine des hommes au travail soit pour le profit capitaliste. C. Ghosn en supprimant 23.000 emplois en dix ans chez Renault en France a choisi le profit. Son discours ne vise qu'à satisfaire les exigences du capitalisme qu'il applique avec zèle.

Ne pas laisser de telles idées se répandre sans réponse est une partie intégrante de la lutte contre le capital !